

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 17/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



SNTP

ZI de la Plaine
42240 Saint-Paul-en-Cornillon

Références : UID4243-EAR-23-096
Code AIOT : 0010500133

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2023 dans l'établissement SNTP implanté ZI de la Plaine 42240 Saint-Paul-en-Cornillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNTP
- ZI de la Plaine 42240 Saint-Paul-en-Cornillon
- Code AIOT : 0010500133
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par la société SNTP est situé zone industrielle de la Plaine à Saint-Paul-en-Cornillon. Il se trouve en bordure de la Loire et à proximité d'habitations.

Il est constitué par 3 bâtiments :

- un bâtiment principal au Sud abritant les deux ateliers de teinturerie (ancien et nouveau) et le local de la chaufferie (gaz). Ce bâtiment possède un sous-sol (inondable) où est stocké du matériel divers (anciennes pièces d'autoclaves, etc...)
- un bâtiment destiné aux stockages des matières premières (fils en bobines essentiellement)

– un bâtiment au Nord en grande partie désaffecté (effondrement de la toiture).

La société SNTP emploie 13 personnes.

La société SNTP exerce une activité de teinture sur fils sur le site depuis 1985.

Le fil arrive soit sous forme d'écheveaux (traité par l'atelier ancien), soit sous forme de bobines et peut subir trois types de traitement suivant les besoins : le décreusage (élimination du grès généralement présent dans la soie par des solutions de savons et d'agents alcalins), le blanchiment (passage dans une solution alcaline et d'eau oxygénée), la teinture (par l'intermédiaire de machines ouvertes à immersion, de machines capotées par ruissellement et d'autoclaves sous pression), le séchage (séchoirs à vapeur 75° C).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
11	déclarations GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
3	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra compléter son plan des réseaux, envoyer à l'inspection ses dernières analyses annuelles complètes, se mettre d'accord avec Saint-Etienne métropole pour ses dépassements de température en juillet et août, et faire ses déclarations GEREP de 2021 et 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan actualisé en 2022 mais celui-ci est incomplet, il manque l'emplacement des prélèvements d'eau.
Observations : L'exploitant mettra à jour son plan des réseaux d'eau et le fournira à l'inspection dans un délai de un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Les rejets des eaux industrielles se font dans le réseau d'assainissement de la commune après passage dans un bassin d'homogénéisation. Ce bassin est muni d'un hélico-mélangeur et de sondes mesurant en continu le pH et la température. Le potentiel REDOX est aussi mesuré en continu. Le pH est équilibré en cas de besoin par ajout d'acide chlorhydrique. Les rejets dans le réseau se font la nuit et au moment des pics de production avec mesure du débit en continu. Une convention de rejet a été signée avec Saint-Etienne Métropole en 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
Constats : Les effluents issus des deux ateliers de teinturerie sont rejetés directement dans le bassin de pré-traitement avant rejet dans le réseau public d'assainissement, ils ne subissent pas de dilution.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Comme indiqué sur l'arrêté complémentaire du 17 novembre 2016: le débit, le pH et la température sont mesurés en continu dans le bassin de pré-traitement et au niveau du point de rejet dans le réseau d'assainissement à l'aide d'appareils facilement accessibles. Ces données sont collectées informatiquement. Les données du bassin de pré-traitement sont en plus affichées sur l'armoire située à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Des débitmètres sont installés au niveau de la station de pré-traitement et au niveau du point de rejet dans le réseau. Ils mesurent et affichent le débit en continu. Ces données sont collectées informatiquement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Les analyses mensuels d'auto-surveillance prescrites sur l'APC du 17/11/16 sont réalisés par un laboratoire accrédité. L'exploitant a fourni à l'inspection le relevé de février 2023. Ce laboratoire réalise aussi les analyses annuelles mais l'exploitant n'a pas pu fournir le jour du contrôle les analyses annuelles complètes des années 2020 à 2022.
Observations : L'exploitant devra fournir à l'inspection les analyses complètes à l'inspection des années 2020 à 2022. Au vu de l'évolution de la réglementation, il conviendra de modifier les prescriptions concernant les rejets aqueux par un arrêté préfectoral complémentaire. L'exploitant devra se positionner par rapport à l'arrêté ministériel du 2/2/98 et établir la liste des substances susceptibles d'être présentes dans les rejets aqueux au vu des FDS des produits chimiques utilisés dans le process industriel dans un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : Les analyses mensuels d'autosurveillance prescrites sur l'APC du 17/11/16 sont réalisés par un laboratoire accrédité. Les mesures respectent les VLE prescrites sur l'APC sur les 12 derniers mois en flux et en concentration. Lors de la visite, les indications suivantes ont été relevées : -débit=16,3 m ³ /h <25 m ³ /h (APC du 17/11/2016) -température=30,6°C>30°C (APC du 17/11/2016) -pH=7,64<9,5(APC du 17/11/2016) Lorsque les effluents sont rejetés dans le réseau, leur température a baissé. D'après les relevés GIDAF, la température des effluents est respectée (<30°C) sauf en juillet et en août.
Observations : L'exploitant devra se mettre d'accord avec Saint-Etienne métropole pour pouvoir rejeter des effluents à une température supérieure à 30°C lorsque la température extérieure est élevée et envoyer un justificatif à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La transmission des résultats d'autosurveillance via GIDAF ont bien été réalisés dans les délais prescrits. Sur les relevés GIDAF des 12 derniers mois, il a été relevé une température dépassant les 30°C des rejets aqueux en juillet et août 2022. Ces dépassements ont été justifiées par une température extérieure élevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : La transmission des résultats d'autosurveillance via GIDAF ont bien été réalisés dans les délais prescrits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; -la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; -les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation. <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé ses déclarations sur GEREP depuis 2018.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant devra réaliser ses déclarations via GEREP de 2021 et 2022 dans un délai de 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours